En prison au Bangladesh : torture et corruption



Bangladesh: torture et corruption

Publié le 17 mai 2018.

Shihabul Din connaît la prison depuis longtemps. Arrêté pour la première fois en 1983, il est détenu, entre 2012 et 2016, à quatre reprises. Planète-Réfugiés le rencontre, en novembre 2017, lors d'une mission d'enquêtes menée à Dhaka. Voici son récit.

JE M'APPELLE Shihabul Din ¹. J'ai très tôt adhéré à l'idéologie et aux principes défendus par mon mouvement, le Jamaat-e-Islami. J'avais onze ans lorsque j'ai commencé à m'intéresser aux idées de ce parti. Du fait de mes engagements, j'ai été arrêté une première fois en 1983 avant d'être conduit dans un des postes de police de Dhaka, où je suis resté pendant deux jours. Entre 2012 et 2016, j'ai été arrêté et détenu à quatre reprises.

En février 2014, j'ai été arrêté seul chez moi vers minuit par des forces conjointes comprenant les services de police, des membres du Bataillon d'action rapide (Rapid Action Battalion, RAB) et des forces d'élite de la police. J'ai été conduit dans un commissariat où je suis resté 13 heures.

Je n'ai pas été torturé car j'ai, dans ma famille, une personne qui occupe d'importantes fonctions politiques dans le parti actuellement au pouvoir. J'ai cependant pu être témoin de scènes de torture très violentes, y compris des séances d'électrocution sur les testicules.

J'ai été accusé d'avoir une responsabilité importante dans le cadre de l'organisation de manifestations et de collecte de fonds pour le mouvement. J'ai été présenté à un juge. Mon avocat a alors requis une

liberté conditionnelle qui a été refusée par le juge. J'ai été transféré à la prison centrale de Dhaka. Mon acte d'accusation comprenait 18 motifs d'inculpation, dont 12 liés à mon appartenance au Jamaat-e-Islami.

1. Le prénom a été changé. 🗠

Le riz servi est truffé de petites pierres

Des scènes de torture inimaginables

Je suis resté durant un mois à la prison centrale de Dhaka. La surpopulation y est endémique. La majorité des détenus vit dans des conditions déplorables. La nourriture est très mauvaise, le pain qui est servi est aussi dur qu'une barre de fer, si bien que les détenus s'abstiennent de le manger de peur de se casser les dents. Le riz servi est truffé de petites pierres. L'accès à la douche est un véritable parcours du combattant, il faut courir pour avoir une place dès que retentit la sonnerie. La torture est omniprésente en détention. J'ai vu des gens se faire battre avec des bâtons, recevoir des coups de pied.

Durant mes périodes d'arrestation et de détention entre 2012 et 2016, j'ai vu des scènes de torture inimaginables : des tortures à l'électricité, des coups, des brûlures de cigarettes pour obliger les détenus à se tenir de telle ou telle façon.

J'ai même vu des machines de torture rotatives sur lesquels ils devaient s'asseoir. Elles tournaient à une telle vitesse qu'après des cris qui duraient moins d'une minute, les prisonniers perdaient connaissance.

Il y a deux médecins pour 10 000 détenus à la prison de Dhaka

Tout s'achète

Les conditions peuvent changer drastiquement si tu es riche, et en fonction de tes relations avec le "writer", le chef de cellule. Il est dans une situation de pouvoir absolu. Tout est monnayable : l'accès au médecin, l'espace à disposition pour dormir, l'accès à de la nourriture convenable, l'accès à la douche...si on paye, on peut même avoir des services de massage. Ça, c'est pour les détenus les plus riches.

J'ai dû payer 30 000 takas (plus de 300 euros) pour être détenu un mois dans des conditions décentes. A titre de comparaison, à Dhaka, le salaire de début de carrière d'un fonctionnaire est de 22 000 takas, et la location d'un petit appartement dans un quartier populaire est de 15 000-20 000 takas par mois. J'ai ainsi pu manger convenablement, avoir un endroit pour dormir, avoir accès à la douche et laver mes vêtements.

L'accès aux soins est très compliqué. Il y a deux médecins présents à la prison de Dhaka, qui changent toutes les huit heures : c'est-à-dire un pour 5 000 détenus, la prison comptant, en février

2014, près de 10 000 personnes.

L'accès aux médicaments est symbolique : il y a trois types de médicaments distribués : la "napa" (paracétamol), la crème pour les maladies de peau, et le sirop pour la gorge.

Pour être transféré à l'hôpital, il faut payer 5 000 takas (plus de 50 euros). Pour faire des examens, c'est le même principe : il faut payer, en moyenne, 10 000 takas.

Durant l'été 2016, j'ai de nouveau été arrêté avec plus d'une quinzaine de personnes, sur la base des mêmes chefs d'accusation que deux ans auparavant. J'ai vu, durant cette nouvelle période de détention, une quinzaine de détenus dans un état de santé très préoccupant. Il n'y avait aucun suivi médical. Un des détenus est mort suite à des complications liées à une hémiplégie. J'ai été libéré au bout de trois semaines de détention. Une liberté conditionnelle qui m'a coûtée 200 000 takas (plus de 2 000 euros).

Aujourd'hui, je suis soumis à un contrôle judiciaire et je dois me rendre au tribunal pour pointer, selon les affaires, entre deux fois par mois et une fois tous les six mois. Ma vie personnelle a complètement changé. Mes enfants vivent dans la peur de voir leur père arrêté à tous moments, je suis contraint de prendre mes précautions lorsque j'emprunte des transports en commun. Depuis ma sortie de prison en 2016, je ne vis plus avec ma famille et je change de domicile régulièrement pour éviter d'être de nouveau arrêté.



Planète Réfugiés - Droits de l'Homme

Association

L'association est fortement engagée sur le respect des libertés fondamentales individuelles ou collectives. Les membres de l'association se mobilisent en faveur de la protection des civils en temps de guerre, de la protection de la mission médicale, pour la lutte contre la torture, pour l'abolition de la peine de mort, en faveur des droits des réfugiés.

Planète Réfugiés-Droits de l'Homme documente, alerte, accompagne, et contribue à sensibiliser et responsabiliser la société civile sur ces thèmes.